

## **Contre l'épidémie, l'Europe doit cesser de donner à ses citoyens une image de désunion**

*di Pascal Canfin e Véronique Trillet-Lenoir*

On aura donc assisté tout l'été à un triste barnum aux frontières intérieures de l'Union européenne, avec la multiplication de décisions unilatérales et désordonnées imposant des contrôles ou des restrictions, sur la base de données disparates, de résultats de tests contestés d'un pays à l'autre. On aura vu les Espagnols interdits en République tchèque, les habitants de l'Ile-de-France indésirables en Belgique, les voyageurs en provenance de Slovaquie bloqués dans des embouteillages monstres pour des recueils d'identité à la frontière autrichienne...

Des touristes européens auront ainsi été ballottés d'un pays à l'autre, entre colère et incompréhension, otages de mesures de protection hétéroclites, parfois divergentes. On ne peut imaginer pire image à donner aux citoyens : celle d'un continent désuni. On ne peut imaginer pire aubaine pour conforter les différents partis populistes au pouvoir, qui alimentent l'image d'une Europe impuissante, alors qu'ils contribuent eux-mêmes largement à cette impuissance.

### **Corriger les erreurs du passé**

La raison ? Les Etats membres de l'Union européenne n'ont pas su tirer les leçons de la crise en matière de santé. Dans le plan de relance européen, pourtant exemplaire de solidarité et de réactivité, ces Etats traitent les conséquences de la pandémie en oubliant sa cause. Ainsi, le Conseil européen a supprimé la part qui prévoyait, dans ce plan, plusieurs milliards d'euros pour se préparer aux rebonds de l'épidémie de Covid-19, ou à d'autres fléaux sanitaires qui nous menacent.

L'Europe ne s'est pas non plus donné les moyens de corriger les erreurs du passé. Le décompte des cas (qui permet d'établir les zones à risque, signalées en couleurs) ne se fait toujours pas selon les mêmes critères d'un pays à l'autre, les règles de protection et la façon de proposer les tests ne sont pas concertées entre les Etats, pas plus que les procédures de contrôle aux aéroports. Il ne s'agit pas de nier les différences de circulation du virus selon les pays – ces différences sont d'ailleurs tout aussi présentes d'une région à l'autre au sein d'un même pays –, mais de plaider pour que, face à une même situation, la même mesure soit prise.

### **Le risque du repli sur soi**

Car de cette absence de coordination naît forcément la crainte du limitrophe, de l'étranger, le repli sur soi contre un risque de défaillance de l'Autre. De cette défiance réciproque émerge une forme inquiétante de nationalisme sanitaire. Et la libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen, emblématique de cette liberté, est menacée par des fermetures de frontières, comme aux pires temps du début de la pandémie. Illustration récente : la décision unilatérale de fermeture de ses

frontières prise par la Hongrie, dirigée précisément par un de ces gouvernements eurosceptiques qui contribuent largement aujourd'hui à bloquer toute tentative de coordination au niveau européen.

La santé des citoyens d'Europe mérite tellement mieux que ces égoïsmes nationaux ! Reprenons-nous, il en est encore temps. Donnons à la Commission européenne et à ses agences sanitaires l'autorité nécessaire pour être réactives dans l'urgence. Exigeons des Etats membres une concertation opérationnelle et une discipline collective de mise en œuvre : loin d'affaiblir leur crédibilité nationale et internationale en matière de santé, elles la renforceront.

Confions au Parlement européen, représentant des citoyens, le rôle d'une vigie chargée de veiller à ce que l'Union européenne les aide à surmonter ensemble la crise. C'est maintenant qu'il faut réagir, qu'il faut agir ! Et mettre un terme à la menace naissante de chaos. La confiance au sein d'une équipe repose sur des règles partagées, acceptées par tous. C'est la condition pour que l'Europe unie et coordonnée l'emporte sur l'adversaire commun : le virus.